

Michel Papy

## LES ESPAGNOLS ET LA GUERRE CIVILE

Biarritz : Atlantica, 1999.

### *Aspects internationaux de la guerre*

Milieus industriels et guerre d'Espagne en France  
et dans le Royaume-Uni (1936-1939)

*Albert Broder*

## MILIEUX INDUSTRIELS ET GUERRE D'ESPAGNE EN FRANCE ET DANS LE ROYAUME-UNI 1936-1939

### **Comment définir les milieux industriels**

L'historiographie, surtout – en ce qui concerne l'économie de la période s'est concentrée sur les rapports commerciaux. D'une part parce que ceux-ci sont essentiels dans la conduite du conflit, d'autre part parce que l'on dispose de séries statistiques de la Banque de Paris et des Pays-Bas ; surtout si l'on compare aux travaux britanniques tel le livre de Harvey sur Rio Tinto. L'absence de notation dans les travaux français laisse ouverte la question : ces aspects ont-ils été négligés parce que l'auteur les a considérés comme secondaires (mais on ne peut admettre cette idée pour St Gobain qui contrôle plus de 90 % du marché espagnol, Rhône Poulenc ou Paribas), parce que les archives sont muettes sur ce point (c'est le cas de la CGE après son retrait de Catalogne au début des années 1920) – encore faudrait-il que la question soit posée – ou enfin parce que l'entreprise n'a pas été étudiée malgré l'existence d'archives abondantes (le Crédit Lyonnais, ou Peñarroya).

## Les sources disponibles

Dans ce cadre limité la recherche doit donc se fonder sur des sources dont certaines sont ici encore, curieusement négligées, certaines archives publiques françaises : ministère de l'agriculture, archives parlementaires, archives de la Banque de France, la presse. Certes, certains journaux ont été étudiés (Borras Llop), mais la grande presse économique comme *L'Économiste Français*, *Les Échos* (d'Emile Servan-Schreiber), *L'Information* sont négligés, tout comme du côté britannique : le *Financial Times* et *l'Economist*. Il en va de même pour les éditoriaux plus subtils du *Temps*, du *Journal des Débats*, du *Figaro* (dans une moindre mesure) comme en Grande Bretagne du *Times* et du *Daily Telegraph*.

Enfin les éditoriaux et commentaires de revues importantes comme en France la REP (scientifique mais proche des idées de la CGPF), la RPP, la Revue des Deux Mondes ne peuvent être négligés tout comme en Angleterre *l'Economic Journal* entre autres.

Dans l'ensemble, les études jusqu'ici publiées portent sur les échanges commerciaux, dont l'analyse est facilitée par des statistiques plus ou moins fiables et surtout de sources archivistiques publiques abondantes et souvent intéressantes. A l'inverse, les acteurs entrepreneuriaux sont très difficiles à cerner. Les archives sont rarement publiques, leur accès, même dans ce cas, est «réservé» ; ce qui se justifie par leur caractère privé. Elles peuvent être totalement closes (comme celles de Michelin en France) ou être soumises à autorisation. A cela s'ajoute une orientation étriquée de l'histoire des entreprises, tout au moins en France qu'expliquent certaines orientations idéologiques combinées à la crainte de voir se refermer ou ne pas s'ouvrir des fonds privés. De ce fait, celle-ci se préoccupe trop souvent de n'analyser l'entreprise qu'en tant qu'acteur technique et commercial, négligeant le fait que les comportements, les choix économiques, les modes d'action correspondent à une vision de la société, de son rôle, de sa structure et de son devenir. D'où la déception à la lecture de travaux honorables concernant l'Espagne et notre période comme les thèses sur St Gobain, Rhône-Poulenc, ou la Banque de Paris et des Pays Bas.

Dans ces derniers cas, c'est mal saisir les mécanismes d'influence sur les décideurs, hauts fonctionnaires du Quai d'Orsay, de la Rue de Rivoli, du Foreign Office ou du Board of Trade. Issus dans les deux pays d'un milieu social et d'une formation homogène (Faculté du Droit Paris, Sciences Politiques et OXCAB) ils sont parmi les lecteurs réguliers de ces périodiques, qu'ils considèrent comme reflétant l'analyse scientifique objective et consistant souvent en la base de leur formation permanente.

C'est dire que la documentation actuellement dépouillée, y compris les archives des chambres de commerce, ne fournit qu'un aspect partiel de l'opinion et de l'action des responsables économiques face au conflit espagnol. Il en résulte que notre exposé posera plus de problèmes qu'il n'en résout. Mais c'est la loi du genre une fois admis le fait que le chef d'entreprise, le responsable de groupe industriel et financier, n'est pas uniquement mû par de clairs choix de logique économique, laquelle n'a d'ailleurs pas de rationalité à moyen terme. Au contraire les séquelles de son éducation, les idéologies du milieu auquel il appartient (même s'il n'en est pas issu tels quelques gestionnaires français venus de la haute fonction publique via les Grandes Écoles), les contraintes de l'action politique nationale sont autant de facteurs qui provoquent les réactions, orientent les conduites et suscitent les moyens d'intervention.

## Une politique britannique simple et connue

La situation britannique est relativement claire et fait l'objet pour partie de la thèse de Jean-François Berdah. L'attitude britannique s'inscrit dans un climat de forte sympathie pour la rébellion. Les messieurs du Foreign Office n'ont éprouvé aucune sympathie pour la République et considèrent Franco comme étant «*avant tout (of all things) un nationaliste par excellence*».

En second lieu, les intérêts industriels britanniques sont à la fois importants et bien circonscrits. Il n'existe aucune entreprise productrice de biens ou de services à capitaux anglais sur le sol espagnol. La Barcelona Traction, dont il est fait parfois mention n'a à Londres qu'un siège social fictif et est juridiquement canadienne. Elle dépend en fait de la nébuleuse SOFINA qui représente des intérêts américains, allemands et suisses en majorité, par l'intermédiaire de Spanish Securities dont le siège a été, dès le début du conflit, transféré de Madrid à Luxembourg. Le fait donc que les intérêts majeurs soient en Catalogne républicaine ne limite en rien la liberté d'action de Londres.

Le seul domaine est celui des propriétés minières tant en Andalousie (Rio Tinto, Tharsis) qu'au Pays Basque (Orconera iron). La politique des dirigeants industriels anglais est fort bien connue tant du fait de la richesse des archives du F.O. que des nombreuses publications à ce sujet. Encore que là aussi il serait intéressant d'avoir une vue d'ensemble des documents du Board of Trade (moins étudié que le F.O.), de la Bank of England, et de Rothschild où s'effectuent le fixing et la vente de l'or – en particulier de l'or espagnol refondu à Moscou.

Des nombreuses études (à commencer par Harvey) recoupées par les archives françaises, tant du quai d'Orsay que du Commerce et de l'Agriculture, il ressort que les exploitants miniers ont accueilli avec satisfaction la conquête de l'Andalousie occidentale par Queipo de Llano. Malgré des excès dont ils déplorent l'ampleur (exécutions sommaires des républicains et syndicalistes), la fin des grèves et des exigences syndicales et l'accroissement de la production malgré le licenciement de 30 % de l'effectif à Rio Tinto sont favorablement perçus à Londres. La question centrale ne concerne pas la propriété des mines, qui n'est pas remise en question par les «nationaux», mais celle de la disposition du minerai extrait. Geddes, Chairman de Rio Tinto, s'élève, à propos du détournement vers Hambourg des cargaisons destinées à Port Talbot, contre le risque de dessaisissement du cartel des ventes qu'il contrôle, l'European Pyrites Corporation, mais plus encore contre l'impossibilité d'utiliser librement une partie de la valeur en livres sterling, pénalisant ainsi les paiements internes et le dividende.<sup>(1)</sup>

L'action de Geddes est d'autant plus aisée et publique qu'elle rencontre l'assentiment de l'ensemble des autorités britanniques. Ces dernières, comme on le sait, n'ont jamais été favorables à la République et se flattent de voir s'instaurer une dictature militaire modérée du type de la «Dictadura» avec laquelle les relations furent politiquement normales et économiquement fructueuses. Il n'existe donc aucune contrainte intérieure à l'action et aux propositions des dirigeants de Rio Tinto et un peu plus tard de ceux de Consett au nom des actionnaires d'Orconera iron. Il n'est pas nécessaire de s'appesantir sur la cohésion intellectuelle et sociale existant entre les dirigeants des grandes entreprises britanniques, les Hauts fonctionnaires du Foreign Office, du Board of Trade et du parti Conservateur au pouvoir. Même si certains de ses membres, tel Anthony Eden, ont quelques scrupules à négocier avec des militaires ouvertement fascistes. Mais il s'agit de cas isolés, comme l'indiquent les prises de positions de Churchill, tout à fait dans la ligne de Chamberlain et Halifax.

Il n'est donc pas nécessaire pour les responsables entrepreneuriaux de prendre des chemins de traverse, se masquant derrière des comités Théodule, des Chambres de commerce plus ou moins fictives, des approches parlementaires ou des organes de presse. L'accord est immédiat sur le fond sinon sur les modalités. La chute de Bilbao, en remettant aux rebelles le contrôle des derniers intérêts majeurs britanniques en Espagne, libère les énergies, si l'on peut dire. La non-intervention strictement res-

(1) On notera que c'est la méthode qui permettra au régime de mettre en faillite la Barcelona Traction en 1945.

pectée, même en cas de torpillage de navires britanniques avec perte d'hommes<sup>(2)</sup>, favorise les hommes de Burgos qui voient en Londres le nécessaire contrepoids aux exigences berlinoises. Dans ces conditions, la propriété des biens britanniques n'est en aucune façon mise en jeu. D'autant que la loi sur la propriété n'a pas d'effet rétroactif et qu'elle vise avant tout la HISMA. Il est de notoriété publique que les groupes britanniques n'ont, depuis longtemps, aucune intention d'investir dans la péninsule.

Dès octobre 1936, l'agent britannique replié à Hendaye fait part du désir des rebelles d'établir des relations commerciales avec Londres. Appel rapidement entendu, puisque des négociations ont lieu entre les deux parties (14-XI, 04-XII-1936) aboutissant à un *modus vivendi* qui préserve les intérêts britanniques tout en fournissant aux rebelles les livres sterling et le pétrole nécessaires à un moment crucial où l'échec est du domaine des probabilités. Dans ces conditions l'échange d'agents réalisé le 9 mars 1937 constitue plus la reconnaissance d'une réalité qu'une novation. Outre l'octroi d'un statut diplomatique complet, la nomination par Franco du Duc D'Albe est des plus habile ; ce dernier, parent du Roi d'Angleterre, outre une éducation britannique, dispose de toutes ses entrées tant dans l'aristocratie que dans l'establishment politique et bureaucratique. La rencontre le 13 du même mois, entre une délégation du Board of Trade et Nicolas Franco à Salamanque, confirme, s'il le fallait, les bons rapports entre les deux parties. Jusqu'à la reconnaissance *de jure* le 27 février 1939, aucun conflit sérieux ne viendra mettre en question les bonnes relations économiques entre les deux parties et l'évolution des échanges, en conformité avec les attentes britanniques.<sup>(3)</sup>

Reste à s'interroger, au-delà des faits, sur les bases économiques des choix politiques britanniques et leur conformité avec les intérêts entrepreneuriaux qui ne coïncident pas de façon constante. L'analyse des différents travaux britanniques, en ce qui concerne les aspects économiques, s'appuie sur deux idées générales : la nécessité de ne pas laisser l'Allemagne prendre une position hégémonique en Espagne et l'exigence de s'assurer les livraisons de biens stratégiques dans l'hypothèse, de plus en plus probable, d'un conflit européen. Si la première partie de la défense n'est guère contestable, il n'en va pas de même de la seconde dans la mesure où la justification des historiens britanniques ne s'appuie que sur trois matières premières stratégiques : le fer, le cuivre et les pyrites.

(2) Voir sur ce point la thèse de J.F. BERDAH, *La République Espagnole entre l'Allemagne et le Royaume-Uni*, soutenue le 20-12-1996, Paris XII, Créteil.

(3) Sur cet aspect A. VIÑAS et ALI, *Política comercial exterior de España (1931-1975)*, Madrid, Banco Exterior de España, Tome 1, Madrid, 1979

Concernant le premier produit, la comparaison très complaisamment développée avec l'Allemagne ne tient pas. Cette dernière ne dispose ni d'une monnaie convertible, ni d'une garantie de transit international. Les livraisons espagnoles, comme les suédoises, sont donc vitales dans le cadre du plan de quatre ans. Par contre, le Royaume-Uni dispose d'abondantes sources compensatoires. Les gisements des Etats-Unis, en état de sous-production posent le problème du paiement en dollars, la différence des frets maritimes entrant peu en ligne de compte. Outre le fer suédois, il existe aussi une offre française en minerai non phosphoreux, facilement extensible en cas de besoin<sup>(4)</sup> et payable en livres sterling.

Plus discutable encore, l'argument du cuivre nécessaire aux industries électrique et de munitions n'est que faiblement avancé. Depuis les débuts du XX<sup>e</sup> siècle, l'Espagne ne fournit qu'une part réduite du métal jaune alors que, outre les Etats-Unis, le Royaume Uni se fournit au Chili et en Rhodésie auprès de sociétés sous contrôle britannique y compris des filiales de Rio Tinto. L'analyse des fluctuations du métal rouge, tant au Metal Exchange de Londres qu'à New-York, indique que les événements d'Espagne ont eu fort peu d'influence, les cours reproduisant les variations de la conjoncture des Etats-Unis.<sup>(5)</sup>

Reste le problème des pyrites et donc du soufre dont l'usage chimique (engrais, explosifs) paraît de prime abord fondamental et est mis en exergue tant dans les rapports aux actionnaires de Tharsis que dans le travail de Harvey sur Rio Tinto. L'acharnement allemand semble un argument irréfutable. Cependant si, comme pour le fer, le coût économique d'une modification des courants est réel, sur le plan stratégique la défense des industriels, des autorités et des historiens britanniques est insoutenable. Importante à l'échelle de l'Europe, la production espagnole au moyen du grillage des pyrites en atmosphère confinée est secondaire au niveau mondial tout en étant coûteuse. Les importantes réserves en soufre du Texas et de la Louisiane donnent un produit bon marché et pur à partir du procédé Frasch utilisé depuis 1912.<sup>(6)</sup> La nécessité de modifier un certain nombre de processus techniques, le paiement en dollars et les pertes encourues par les sociétés minières justifient la défense de l'exploitation et de l'approvisionnement espagnols. Mais l'argument stratégique relève de la justification a posteriori d'une politique peu glorieuse, si efficace.

(4) Dans l'Ouest et en Afrique du nord.

(5) A. BRODER, *Histoire Economique de l'Espagne Contemporaine*, 3<sup>e</sup> partie 1914-1954. Economica, Paris, 1996.

(6) Il consiste à dissoudre par envoi de vapeur d'eau sous pression puis de pomper à la surface le liquide que l'on évapore. C'est un procédé voisin de celui utilisé pour extraire le sel de certaines soudières de Lorraine.

## L'imbroglie français

Comme souvent, l'évolution de la position française est à la fois plus complexe, moins claire et défie la linéarité britannique ou germanique. La projection sur l'Espagne des conflits internes à la France et leur prolongement jusqu'à nos jours a fait de la question du rôle de la politique française une source de conflit idéologique entre chercheurs français. Comme le plus souvent, les aspects politiques, idéologiques, voire culturels et culturels du conflit ont alimenté la recherche au nord des Pyrénées. Des sources plus disponibles, une audience plus vaste ont joué un rôle majeur dans ce déséquilibre. Aux interrogations légitimes sur une politique dont la faiblesse fut contraire aux intérêts majeurs du pays, s'ajoutent des travaux anglo-saxons, dont les auteurs jouant les redresseurs de tort, ont eu un succès que ne justifient ni la faiblesse des analyses ni la qualité limitée des sources.<sup>(7)</sup>

Dans les faits, la question du rôle direct des entrepreneurs n'a jamais été directement traitée. Des travaux sérieux existent, en particulier la thèse de J.M. Borrás Llop.<sup>(8)</sup> Mais ils négligent une partie de la documentation et ne restituent pas le contexte général.

Notre propos est lui aussi des plus modestes. Les travaux en cours n'ont pas encore donné les résultats attendus, se situant au niveau des maîtrises et D.E.A. La thèse sur les milieux économiques français et l'Espagne reste à écrire. Nous voudrions cependant, au-delà des analyses partielles et des silences prudents de certains chercheurs, poser les conditions du problème et ébaucher des directions de recherche.

En premier lieu, il est nécessaire d'établir un état réel des intérêts français en Espagne à la veille du soulèvement. Il permettra de mieux intégrer certains travaux généraux sur la politique du patronat.<sup>(9)</sup> Si nous nous situons en mars 1937, la répartition géographique de ces intérêts est beaucoup plus complexe que dans le cas britannique. La zone contrôlée par les rebelles recouvre d'importants actifs miniers en Andalousie (cuivre, pyrites et au Pays Basque, mines de Somorrostro). Mais les intérêts industriels ne le sont pas moins avec des établissements chimiques et surtout Saint-Gobain (Cadix et Pays Basque ainsi que la très récente installation de Miche-

(7) Nous faisons allusion sur ce point à l'ouvrage de D.W. PIKE, *Les Français et la guerre d'Espagne*, Paris 1975. Sur d'autres sujets, la même orientation se retrouve concernant le rôle de la France dans le développement de la crise des années 1930, en particulier de B. Eichengreen (sur le rôle de la banque de France) et K. Mouré (sur la politique monétaire de 1926 à 1935).

(8) Jose Maria BORRAS LLOP, *Francia ante la guerra civil Española*, Madrid, 1981.

(9) Tels ceux de W. EHRMANN, *La politique du patronat français 1936-1955*, Paris ou de J.N. JEANNENEY, *Français de Wendel, un industriel en politique*, Paris.

lin à Lasarte), des investissements dans les services urbains (Valladolid, Saragosse). A quoi il faut ajouter des entreprises locales aux mains de Français installés parfois depuis plus d'un siècle, tel le moutardier bordelais Louis en Biscaye, dont le descendant sera un agent actif de l'ouverture de relations entre Burgos et la France.

Dans les provinces demeurées sous l'autorité légale, les intérêts miniers sont plus importants en Andalousie orientale et au Levant avec les mines de plomb (Peñarroya) et le fer, les services urbains tels le gaz et surtout l'eau (Barcelone), le textile artificiel et la chimie (Rhône-Poulenc à Barcelone), que complète l'imbrication des intérêts belges et français dans le groupe Solvay (Potasses de Suria), tout comme ceux de St Gobain dans les potasses de Sallent. Enfin, bien que limitée, l'implantation bancaire française se situe au premier rang des étrangers à Madrid et Barcelone. A lui seul le groupe St Gobain contrôle depuis 1930 entre 85 % et 93 % du marché du verre en Espagne (verre à vitre et bouteilles). Proportion inégalée, puisque sa part en Italie varie selon les secteurs de 50 % à 80 %, en Allemagne 40 %, et en France ne dépasse pas un gros tiers.

De ce rapide et très partiel tableau ressortent deux conclusions provisoires :

- Jusqu'aux dernières semaines du conflit, la répartition des actifs français entre les deux zones ne subira aucun retournement majeur.
- Contrairement aux Britanniques, les intérêts des milieux industriels et financiers français ne permettent pas un choix idéologique tranché.
- Sauf dans le cas de Peñarroya, le marché français n'est pas fondamental pour les entreprises. Par contre l'état de l'économie espagnole leur importe au premier chef.

Un second facteur réside dans les rapports entre le pouvoir politique français et les intérêts industriels. Confiant du côté britannique, ils sont plus que conflictuels en France. Même si par culture et par idéologie la majeure partie des hauts fonctionnaires du Ministère des Affaires étrangères penche ouvertement pour les rebelles, la présence de Léon Delbos à sa tête interdit que l'on dépasse le stade de la non-intervention dont il paraît bien être le père. Son remplacement par Georges Bonnet avec le cabinet Daladier ouvre de meilleures perspectives aux adversaires de la République. Les exigences de Burgos portant sur une reconnaissance *de facto*, la combinaison d'une francophobie affirmée, couplée au sentiment que les bonnes relations entre les deux parties ne peuvent plus guère aider au succès prévisible, rendent les «nationaux» exigeants et peu pressés. Au demeurant tant l'Anschluss que Munich les confirme dans l'opinion justifiée que la France ne fera rien qui interfère dans les plans du cabinet britannique. Rien n'est plus explicite que la tentative de négociation à Rome en avril 1938, au lendemain de la conquête des ressources hydroélectriques nord-catalanes par les «nationaux». La France propose la fermeture

de la frontière catalane contre la reprise des livraisons directes de pyrites.<sup>(10)</sup> Burgos exigeant la fermeture préalable de la frontière, le contact échoue.<sup>(11)</sup>

Pour les milieux industriels français, trois points sont à mettre en avant :

– L'hostilité au pouvoir légal espagnol se combine étroitement avec la lutte légale ou masquée<sup>(12)</sup> contre le Front Populaire. De façon plus simple, on peut comparer les efforts en vue de la rupture de la majorité issue des élections de 1936 à la lutte menée par les mêmes milieux, contre celle sortie des urnes en 1924 (le Cartel des Gauches). Les attaques contre la politique des gouvernements français de 1936 à 1938, de Blum à Chautemps et Daladier<sup>(13)</sup>, permettent de freiner une éventuelle politique de soutien aux autorités officielles, sans encourir le risque de représailles du côté républicain ou un blocage en cas d'intervention directe auprès des pouvoirs parisiens. D'intervention directe, nous n'avons pour le moment que celle de Michelin dont il sera fait mention plus loin. Les dossiers que nous avons pu consulter concernant Peñarroya<sup>(14)</sup> indiquent une volonté de parfaite neutralité. Le groupe financier de contrôle (Rothschild et dans une moindre mesure Mirabaud) participe de l'hostilité au pouvoir en place tant à Paris qu'à Barcelone, mais les mines se trouvent en zone gouvernementale. Peut-être les liens avec les nazis ont-ils influé sur l'absence d'action des Rothschild ; rien ne vient cependant corroborer cette interrogation. On regrettera d'autant plus le total désintérêt des auteurs de thèses sur Saint Gobain et sur l'aéronautique française.<sup>(15)</sup> Si la première est un catalogue chronologique des faits, la seconde pose plus nettement les problèmes d'interface industrie-politique. On regrette d'autant plus que la question n'a pas été posée compte tenu des intérêts majeurs de St Gobain et du marché que représente l'Espagne républicaine pour une industrie française mal en point.

(10) Elles transitent en fait via le Portugal ou directement de Huelva vers Anvers et Rotterdam. A certains moments, Burgos bloque les envois vers ce dernier port pour faire pression sur la France et faire sentir sa capacité de rétorsion.

(11) Angel VIÑAS et ALI, *op. cit.*, T.I, p. 165. M.A.E, Madrid, Leg. R-1095.

(12) Nous faisons allusion tant au financement des ligues d'extrême-droite qu'aux mouvements de capitaux. Ces derniers, que peut expliquer la situation instable des finances publiques et de la balance des paiements, cesseront avec l'avènement du gouvernement de P. Reynaud, pourtant l'un des hommes de droite les plus hostiles au franquisme.

(13) L'inconsistance du second (juin 1937-mars 1938) est telle qu'un grand quotidien anglais commence souvent sa dépêche de Paris par «*Quel Chautemps fait-il aujourd'hui à Paris ?*» (en français dans le texte).

(14) Officiellement les archives parisiennes ont brûlé. Les dossiers, très partiels sont conservés par Alsthom Alcatel qui avait, s'appelant alors la C.G.E, racheté cette «affaire juive» entre 1941 et 1944. Sur ce point, on consultera notre étude sur la CGE, rédaction en cours.

(15) J.P. DAVIET, *La Compagnie de Saint Gobain 1830-1939, un destin international* Paris, 1988 et Emmanuel CHADEAU, *L'industrie aéronautique en France 1900-1950*, Paris, 1987.

Demeurent donc deux questions : celle de l'intervention indirecte et le cas Michelin. L'agent initiateur de la première est le «docteur» Angel Marvaud, personnage secondaire, passant auprès du Ministère du Commerce pour un expert de l'économie espagnole à la suite d'un rapport publié à la fin des années 1920. Dès mars 1937, il intervient dans diverses publications pour défendre la nécessité d'établir des liens économiques avec la zone rebelle et donc de suivre l'exemple britannique. Mais les tensions intérieures et l'union de toutes les forces conservatrices contre un gouvernement Blum dont on pressent la chute, étouffent l'écho de cette campagne dans les milieux économiques. Les problèmes de politique nationale l'emportent d'autant plus que la situation espagnole paraît encore figée. Seules se manifestent des chambres de commerce, mais elles représentent des intérêts commerciaux régionaux et peu d'industriels y prêtent attention (Bordeaux, Marseille, Toulouse). Plus actifs et surtout efficaces sont les milieux agricoles et commerciaux algériens. En dehors d'une hostilité immédiate et permanente au changement que connaît le paysage politique républicain, ils voient dans la guerre civile une menace et une opportunité. Menace que la France accueille plus largement les seules exportations dont peut bénéficier l'économie légitime : agrumes et vin ; opportunité, car la pression va s'accroître pour obtenir une contraction progressive de ces ventes, réservant le marché français aux produits algériens. D'où une campagne violente contre le renouvellement en 1937 de l'accord commercial franco-espagnol et la proposition, lors de l'établissement des liens avec Franco, de réduire les contingents agricoles espagnols tout en exigeant de Madrid l'achat de tabac algérien (!).

C'est la chute du pôle industriel basco-asturien qui va libérer les énergies en faveur d'un rapprochement franco-franquiste. La création le 17 mai 1937 de la Chambre de Commerce franco-espagnole au moment où se précise l'offensive sur le front nord n'est évidemment pas accidentelle. La durée de sa mise en place permet de vérifier le succès des «nationaux». Le 15 juin sont élus les administrateurs. Ce sont officiellement des personnes représentant les syndicats professionnels des grandes industries françaises. Mais ils sont mandatés par les industriels peu désireux, pour les raisons indiquées, de paraître au premier plan. La situation est complexe. Ainsi la société chimique Kulhmann, qui ne dispose d'aucune installation en Espagne, est officiellement administrateur de la chambre. Il demeure que 36 % de son capital est dans le portefeuille de Peñarroya, autrement dit l'actionnaire de référence. De même trouve-t-on parmi les dirigeants de l'union des industries chimiques, administrateur ès qualité, le groupe Saint-Gobain, ou au sein des assureurs, autre administrateur, les assurances l'Union et le Phénix, où la famille Pereire continue d'avoir une influence non négligeable. Au fur et à mesure que la victoire des rebelles s'affirme, le nombre des organismes syndicaux et des entreprises participant aux acti-

vités de la Chambre de Commerce franco-espagnole ne cesse de s'accroître avec la société des Mines de Somorrostro et la Banque française du commerce extérieur. Tout comme se développe son bras armé, «le comité parlementaire» vitrine du lobby pro-franquiste.<sup>(16)</sup> Ce dernier, dont P.E. Flandin, l'un des ténors de la droite modérée, est le président d'honneur, atteint 238 membres à la fin de 1939, soit près de 40 % des députés. Mais divisé en idéologues conservateurs et représentants des intérêts industriels (tel le démocrate populaire Robert Schuman étroitement lié au patronat sidérurgiste lorrain) son efficacité positive est très faible. Au mieux peut-on le créditer d'avoir aidé au blocage de l'aide militaire en faveur des républicains. Mais, compte tenu du climat intérieur français et de pressions britanniques, était-ce utile ?

Sans doute plus efficace mais n'ayant fait l'objet d'aucune étude approfondie, apparaît l'action du «*Consortium industriel et Commercial pour l'Espagne*». Présidé par Peretti de la Rocca, ancien ambassadeur à Madrid<sup>(17)</sup>, il est avant tout représentatif des intérêts bancaires tels de Neuflyze, Mirabaud (donc Peñarroya) et des groupes financiers impliqués dans les services publics hors de France en particulier avec la SOFINA. Peretti sert d'intermédiaire discret avec Jordana et dispose de contacts fréquents avec l'Union des Français de l'étranger, présidée par le sénateur Béranget et qui, à l'instar de la Chambre de Commerce franco-espagnole, justifie des réunions avec des responsables ou ex-responsables de filiales de groupes français à l'étranger tel Thomson<sup>(18)</sup> et Saint-Gobain qui ont formé le «*Groupe des intérêts français en Espagne*».

En fait la multiplication des officines, où l'on retrouve directement ou par organisme interposé les grands industriels et certains banquiers français, est un signe de leur faible efficacité. Les hommes politiques mis en avant, Pierre Taittinger des Jeunesses patriotes, Pierre-Etienne Flandin, Edouard Frédéric-Dupont<sup>(19)</sup>, Jean Mistler,

(16) BORRAS LLOP, *op. cit.*, p. 369 et suivantes.

(17) Et président des eaux de Beyrouth, ce qui l'apparente au groupe financier de l'ancien Omnium Lyonnais.

(18) Que l'on retrouve dans la SOFINA et qui possède des intérêts minoritaires en Espagne ; entre autres les fabriques d'ampoules électriques gérées par Thomson et la CGE au sein de la Compagnie des Lampes. BRODER, *op. cit.*

(19) E. Frédéric Dupont, surnommé le «*député des concierges*» a pour circonscription le VII<sup>e</sup> arrondissement de Paris avec la plus forte concentration en France de congrégations religieuses. Il y a fort à penser que son action relève de la politique du Vatican plus que de celle des intérêts économiques. Comme Jean Mistler, alors Radical Socialiste, il s'engagera dans le soutien aux autorités de Vichy. Enfin Caillaux n'a cessé de faire tomber le gouvernement Blum. Ce qu'il obtiendra au Sénat entraînant le 6 avril 1938 le rejet des pleins pouvoirs économiques. On ne peut le taxer de pro-franquisme ; mais, avec l'âge plus qu'avancé, son pacifisme de 1914-1918 en a fait un artisan zélé de l'apaisement. Leurs préoccupations rejoignent celles de ceux qui, liés aux milieux économiques, pensent que le rapprochement avec les «nationaux» passe par un changement de majorité en France. Mais ils ne peuvent être considérés comme les porte parole des milieux industriels.

Joseph Caillaux, sont avant tout préoccupés du changement de majorité en France. La volonté des dirigeants au pouvoir (y compris ceux qui y aspirent tel Paul Reynaud pourtant membre de l'Alliance Démocratique) est constante dans son refus de s'engager dans une reconnaissance du régime de Burgos. Soit pour des raisons d'honneur national, soit pour des raisons idéologiques, soit enfin par conscience des limites des avantages économiques que la France pourrait en tirer en comparaison du prix diplomatique et moral à payer. L'exemple en est l'attitude d'Henri Queuille, Ministre de l'Agriculture du cabinet Daladier. Son opposition aux accords de compensation avec l'Espagne franquiste et son refus de contourner le traité commercial renouvelé avec Barcelone le 17 janvier 1937, qui laisse aux Espagnols républicains le soin de gérer le contingent d'exportation d'agrumes vers la France, relèvent ainsi qu'il l'exprime dans sa correspondance avec le Ministre du Commerce d'une vision de l'honneur français et du respect de la signature de la République. Mais ne peut-on penser qu'il satisfait aussi les milieux agricoles algériens, bien représentés au Parti radical<sup>(20)</sup>, et bénéficiaires des marchés que l'Espagne républicaine ne peut plus honorer<sup>(21)</sup> ?

C'est dans ce contexte que se situe également l'affaire Michelin à laquelle nous avons, dans le passé, consacré une étude à laquelle nous renvoyons<sup>(22)</sup>. Arguant du risque de confiscation de l'usine de Lasarte par les franquistes et de celui d'être dépossédé d'un marché auparavant dominé par l'Allemand Continental et l'Américain Firestone récemment installés<sup>(23)</sup>, l'entreprise de Clermont-Ferrand obtient, dès 1937, l'accord tacite de Paris pour fournir aux nationalistes du matériel de fabrication (textiles, fils d'acier, moules) mais aussi des pneus de dimension non produite sur place (pour camions, donc stratégiques). La réussite de cet accord portant sur 50 millions de francs est limitée par le fait qu'elle exige des devises dont disposerait Burgos sur Paris, en principe des livres sterling provenant des échanges avec le Royaume Uni. Son non renouvellement découle des discussions indirectes entre les deux parties sur la question d'un accord de compensation total. Après un temps de réflexion, Paris accepte, mais Jordana hésite, car il ne veut pas laisser réintroduire des produits français en Espagne des besoins stratégiques. Comme entre-temps Michelin poursuit ses livraisons à partir de sa filiale britannique, un accord final de compensation est réalisé dès le 14 novembre 1938. Si nous connaissons mal les raisons du retourne-

(20) Il serait nécessaire d'étudier sur ce point l'action du Radical-Socialiste René Meyer, député d'Oran et, après la Seconde Guerre Mondiale, Président de la SOFINA.

(21) In *Españoles y Franceses en la primera mitad del siglo XX*, Madrid CSIC, 1986, pp.345-356. AN F.10-2095-2096-2097.

(22) *Idem.*

(23) Usine du principal concurrent d'avant 1936, l'Italien Pirelli est en Catalogne. Il s'agit du seul établissement sous contrôle républicain.

ment d'opinion de Jordana, les raisons de la partie française sont claires. Michelin considère que la voie anglaise est peu rémunératrice. En effet, les installations britanniques n'étant pas adaptées, les pneus viennent de France. Afin de respecter les apparences légales, ils sont déclarés comme importation et paient donc des droits à l'entrée dans le Royaume-Uni qu'il n'est pas possible de répercuter sur le prix de vente en Espagne. Dès lors la firme française fait pression sur Paris en arguant qu'une telle situation peut aboutir à des pressions britanniques afin que ces pneus et le matériel de fabrication proviennent effectivement du Royaume-Uni. Argument accepté par Paris sans que les archives ne nous permettent de savoir s'il est pris au sérieux ou s'il s'agit d'une échappatoire. Dans la réalité, il s'agit d'un chantage pur et simple. En décembre 1938, Burgos exige que dans la compensation 25 % soient composés de devises libres à sa disposition sur Paris. Le refus français oblige Michelin à reprendre le circuit via l'Angleterre ; et cela jusqu'à l'accord commercial franco-espagnol du 21 janvier 1940. Or à aucun moment il ne semble que les autorités britanniques aient demandé la substitution de leurs produits aux Français. Ce qui d'ailleurs n'aurait pas correspondu aux pratiques du Board of Trade.<sup>(24)</sup>

## Conclusion

Cette communication correspond à un état intermédiaire de la question. Elle n'apporte évidemment aucun fait nouveau qui modifie notre connaissance de l'attitude des milieux économiques britanniques face au conflit espagnol. Tout au plus, mais nous pensons que la question est d'importance dans le contexte de l'analyse historique, faut-il remettre en question la relative bonne conscience des travaux britanniques, dans la mesure où il s'agit d'expliquer et non de justifier.

Concernant la France, l'importance des intérêts économiques répartis dans les deux zones et la faiblesse des moyens internationaux comparés à ceux du Royaume-Uni ne permettraient pas une politique du même ordre, clairement désirée par la majorité des acteurs économiques. De toute évidence, pour les rebelles, la France de 1936, affaiblie par son attitude lors de la remilitarisation de la Rhénanie et de l'affaire éthiopienne n'est pas en état d'exiger des concessions. Sa soumission à la politique britannique et son attitude à Munich (qui vont de pair) convainquent les dirigeants de Burgos que l'interlocuteur c'est Londres. Ce dont sont parfaitement

(24) Nos sondages, fort incomplets, dans les archives britanniques n'ont rien révélé qui puisse soutenir cette hypothèse. Du côté français les archives Michelin sont toujours totalement fermées à la recherche.

conscients les milieux dirigeants des grands groupes industriels français.

Leur penchant, naturel, pour l'opposition à la majorité parlementaire telle qu'elle survit au moins jusqu'au 30 novembre 1938, les amène à penser que, sauf exception, la défense de leurs intérêts espagnols passe par un changement politique en France, voire pour certains, de régime. D'où l'absence d'une action « visible », à l'anglaise. La fin de la guerre civile ne permet évidemment pas de savoir si, avec la nouvelle majorité soutenant Daladier au mois de décembre 1938, les milieux industriels auraient eu une action plus directe. L'absence d'études tirées des archives d'entreprises et de banques, pourtant ouvertes, ne permet pas de savoir si la question a été débattue au sein des Conseils. Il nous paraît cependant que l'ordre des priorités, la situation des intérêts français en Espagne et la prudence proverbiale des chefs d'entreprise milite pour une position attentiste ; tout en agissant de concert avec ceux dont l'objectif est de limiter l'aide à la République, au nom de la non-intervention.

Le champ reste ouvert aux études, de nombreuses archives demeurent inexploitées dont on ne peut prétendre qu'elles éclaireront notre propos. Mais il apparaît bien que l'action des milieux économiques est finalement à l'unisson de l'asthénie générale qui frappe la France des années 1930.

*Albert BRODER*  
*Université de Paris XII - Val de Marne*